

Minutes de la réunion de validation– Programme national de Nigéria

PROGRAMME ONU-REDD 7^{ème} RÉUNION
DU CONSEIL D'ORIENTATION

13-14 octobre 2011

Berlin, Allemagne



Communiqué de l'atelier national de validation sur le projet de *Programme de préparation à la REDD+ du Nigéria*

Abuja, le 21 février 2011

L'atelier national de validation sur le projet de *Programme de préparation à la REDD+ du Nigéria*, qui s'est déroulé à Abuja le 21 février 2011, a accueilli un groupe impressionnant de parties prenantes aspirant à la REDD+ (Réduction des émissions dues à la déforestation et à la dégradation des forêts « plus »). Parmi les délégués figuraient des membres d'organisations non gouvernementales et de la société civile, des dirigeants de communautés tributaires des forêts, des spécialistes universitaires, des chercheurs, des hauts fonctionnaires issus de diverses structures gouvernementales, des représentants de différents États, des membres du monde des affaires, des professionnels des médias, des membres du groupe de partenaires internationaux du développement et les membres participant à la mission du Programme ONU-REDD, entre autres. Un certain nombre de ces délégués ont assisté à l'atelier national sur la REDD+, qui s'est tenu en octobre 2010 lors de la première mission du Programme ONU-REDD, au moment où a été lancé le processus d'élaboration de la proposition de préparation à la REDD+.

Au cours de l'atelier national de validation, ont été présentés et examinés les éléments essentiels de l'ébauche de proposition, notamment l'approche à deux volets de la REDD+ que prévoit d'appliquer ce programme (à savoir une mise en commun des interventions au niveau fédéral et étatique, en portant un accent particulier aux activités sur le plan communautaire), le contexte de la déforestation, le cadre des résultats, le système proposé MRV et de surveillance des forêts ainsi que le cadre des mesures de protection (garde-fous) sociale et de l'environnement.

Les effets et les produits du programme, stipulés dans l'ébauche, ont été approuvés. Par ailleurs, il a été suggéré de procéder à un certain nombre d'amendements des activités, l'équipe de rédaction ayant convenu de les intégrer à la version définitive du projet à soumettre à l'examen du Conseil d'orientation du Programme ONU-REDD.

Les recommandations formulées ci-après sont les composantes auxquelles donner priorité dans le cadre de la préparation à la REDD+ au Nigéria :

- i) il faut prévoir un renforcement des capacités et un partage des connaissances plus larges du fait que la REDD+ est en soi un concept tout à fait inédit ;
- ii) il faut élargir le plus possible la participation et l'engagement des communautés dans les diverses activités du programme (par ex. sur le plan du renforcement des capacités et de la surveillance des forêts) ;
- iii) il faut que les conventions relatives aux droits de l'homme des Nations Unis étayent le processus de préparation à la REDD+ ;
- iv) il faut incorporer les questions liées à l'égalité des sexes et à l'intégration sociale ;
- v) il faut clairement définir les questions concernant les droits d'émission de carbone et les questions de droits fonciers qui affectent la REDD+ ;
- vi) il faut que les activités de la REDD+ et les avantages qu'elle en retire puissent être à la portée des communautés d'une façon équitable ;
- vii) il faut tenir compte des questions concernant le déplacement de la déforestation ;
- viii) il faut s'employer à définir les forêts dans le détail et
- ix) il faut encourager l'engagement et les investissements du secteur privé dans la REDD+.

Minutes de la réunion de validation-- Programme national de Nigéria

À l'issue de l'évaluation des facteurs de déforestation, il est ressorti que l'agriculture constitue un problème majeur, soulignant le besoin d'investir dans une intensification durable visant à protéger les forêts et à améliorer les moyens de subsistance des communautés. Compte tenu de l'intérêt croissant que portent les autres États à la préparation de la REDD+, au cours de la séance plénière il a été suggéré à quel point il était important d'encourager la participation desdits États. Les effets 1 et 2 du programme devraient le permettre. En fait, les activités prévues pour l'État de Cross River serviront d'exemples à d'autres États en ce qui concerne la REDD+. Toujours pendant la séance plénière, il a été aussi souligné qu'il était indispensable de renforcer le cadre politique et juridique national associé au changement climatique, pour s'assurer d'y incorporer la REDD+.

La proposition de travail sur les mesures de protection (garde-fous) - comme faisant partie intégrante du système REDD+ du Nigéria - a été favorablement accueillie et jugée être cruciale pour faire face aux questions concernant les droits de l'homme, l'inégalité, l'exclusion des communautés et les autres éventuels risques.

Sachant qu'il est essentiel que les parties prenantes, en faveur de la REDD+ au niveau national, s'organisent plus efficacement pour encadrer et surveiller le développement de la REDD+, les délégués ont convenu de créer un Forum de parties prenantes nationales aspirant à la REDD+, comptant des représentants de la société civile et des organisations non gouvernementales.

Approuvé à Abuja, le 21 février 2011.

Programme de préparation à la REDD+ du Nigéria

ÉTAT DE CROSS RIVER – Forum des parties prenantes à la REDD+

Atelier d'évaluation, Calabar, 18 février 2011

DÉCLARATION DES PARTIES PRENANTES DE L'ÉTAT DE CROSS RIVER

AU SUJET DU PROGRAMME DE PRÉPARATION À LA REDD+ DU NIGÉRIA

Ce jour, le 18 février 2011, plus de 100 membres d'un important groupe de parties prenantes, venus de l'État de Cross River et aspirant au processus REDD+, se sont réunis à Calabar pour s'entretenir sur la conception et la présentation du *Programme de préparation à la REDD+ du Nigéria*. Nous appartenons à la société de l'État de Cross River et en représentons les nombreux et différents acteurs et facettes. Elle regroupe des communautés tributaires de la forêt, des organisations non gouvernementales et appartenant à la société civile, des représentants officiels de l'État, des experts techniques, des directeurs de projet, des professionnels des médias et des leaders d'opinion. Nous formons un groupe hétérogène portant un grand intérêt à la REDD+. Depuis la Mission de cadrage du Programme ONU-REDD, en octobre 2010, nous avons entamé un processus de constitution d'une nouvelle plate-forme fédératrice que nous avons désignée Forum des parties prenantes à la REDD+ de l'État de Cross River qui, nus en sommes convaincus, jouera un rôle crucial dans le processus REDD+ au fur et à mesure de son évolution.

Notre réunion a été inaugurée par son Excellence le Gouverneur de l'État de Cross River, le Sénateur Liyel Imoke, qui officiellement et dans un esprit d'ouverture a réaffirmé son soutien en faveur d'un processus REDD+ et de notre engagement participatif à vouloir l'orienter et la construire. Nous confirmons la présence d'une mission ONU-REDD et du Coordinateur national de la REDD+.

Nous avons étudié les éléments essentiels de la version préliminaire du programme, sous forme de débats publics et en groupes de travail thématique. Notre première réaction est d'exprimer notre satisfaction devant les efforts déployés et les progrès accomplis en faveur de la REDD+ au Nigéria. À notre avis, la REDD+ représente un moyen potentiel de mieux protéger nos forêts et d'améliorer les conditions de vie des populations qui en dépendent. À l'occasion de l'atelier d'évaluation, nous avons ciblé en priorité les composantes suivantes : (a) les effets et les extrants (produits) qui impactent sur l'État de Cross River, (b) les facteurs de déforestation, (c) la participation, la consultation et l'engagement des parties prenantes, (d) les systèmes de surveillance des forêts et (e) les risques/garde-fous (mesures de protection) socio-environnementaux et la gouvernance.

Nous avons présenté tout un ensemble d'idées et de recommandations à prendre en considération au moment de l'achèvement du document. En voici les principales lignes :

- i) un engagement actif des communautés dépendant des forêts est vivement recommandé, tout comme il est essentiel qu'elles soient dûment formées et qu'elles aient conscience que sont prises sans tarder des mesures concrètes, tout au long de la phase de mise en œuvre du programme ;
- ii) il est impératif pour les besoins de la REDD+ de s'appuyer sur une approche générale qui dépasse la notion de préservation des forêts, pour pouvoir résoudre les questions concernant l'aménagement des terres, le

boisement et le reboisement, la restauration des écosystèmes, l'agriculture durable et les conditions de vie communautaires ;

- iii) un renforcement des capacités des systèmes de surveillance des forêts s'impose, et
- iv) il faudrait intégrer au programme des dispositions permettant d'évaluer les questions des régimes fonciers, des droits sur le carbone, des mécanismes de partage équitable des bénéfices et des conflits communautaires, et qui puissent expliquer comment les résoudre dans le contexte de la REDD+.

En outre, nous avons fait quelques suggestions et apporté un certain nombre d'amendements pour affiner le document.

Nous anticipons avec plaisir la mise en œuvre du programme de préparation à la REDD+, tout en soulignant la nécessité de prêter une attention particulière à des questions comme la consultation, la gouvernance des forêts, les droits des communautés, l'amélioration des moyens d'existence durables et l'égalité entre hommes et femmes.

Nous sommes heureux de savoir que le programme conçoive que l'État de Cross River devienne un pôle d'excellence au profit de la REDD+ au Nigéria. Il instituera des meilleures pratiques et des modèles adaptés à la REDD+, sur lesquels s'inspireront les autres États au moment de leur engagement au programme REDD+. Nous n'attendons que de partager l'expérience que nous avons acquise dans le cadre du programme REDD+ avec d'autres États et à l'étranger, dès que l'occasion s'en présentera.

Après étude des recommandations et remarques formulées ci-avant, nous sommes pleinement satisfaits de la conception du programme et de son approche opérationnelle. Nous appuyons sa présentation au Conseil d'orientation du Programme ONU-REDD, en espérant qu'il sera rapidement entériné pour pouvoir en commencer la mise en œuvre. Ce programme nous est indispensable pour optimiser le renforcement des capacités, la sensibilisation du public, la formation, la conservation des forêts et les initiatives locales, car nous désirons que l'initiative REDD+ soit bien comprise et correctement édifiée dans notre État et dans l'ensemble du Nigéria.

Cette déclaration est lue et approuvée dans le Complexe de la Bibliothèque de l'État, à Calabar, Nigéria, le 18 février 2011, à 18h47.

(signatures sur l'original en anglais)